

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.035/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 12 janvier 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "insérant un chapitre VIbis portant statut des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et modifiant le Code d'Instruction criminelle", a donné le 2 février 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'article 2 de l'avant-projet insère dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire un chapitre *VIbis* comprenant les articles 55 à 59.

Or, l'article 76 de la Constitution dispose que

"Un projet de loi ne peut être adopté par une Chambre qu'après avoir été voté article par article.

Les Chambres ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés."

Il en résulte que la division du texte en projet doit être revue. Les articles 55 à 59^{ter} doivent constituer autant d'articles distincts afin de permettre à la Chambre des représentants et au Sénat de procéder à la discussion et au vote article par article.

Il convient par ailleurs de faire clairement ressortir que le chapitre *VIbis*, nouveau, comprendra les nouveaux articles 55 à 59^{ter}, et que le chapitre VII actuel ne comprendra plus que les articles 60 à 66 de la loi du 15 juin 1935, précitée.

2. En ce qui concerne le conseil des prud'hommes, il semble que les articles 55 à 59 de la loi du 15 juin 1935, précitée, n'ont pas été abrogés de façon expresse. Les termes "qui sont rétablis dans la rédaction suivante" sont dès lors incorrects. En réalité, les articles 55 à 59 en projet, remplacent les articles 55 à 59 de la loi du 15 juin 1935, précitée.

.../...

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'avant-projet ne règle pas une matière visée à l'article 77 de la Constitution mais bien à l'article 78.

Article 2

L'intitulé du Chapitre *Vibis* en projet, pour être complet, doit être rédigé comme suit : "Des traducteurs, des interprètes et des traducteurs-interprètes", afin de viser les trois fonctions envisagées par le texte en projet.

Article 56, § 1^{er}, en projet

1. Au 2°, l'obligation de résider en Belgique ne paraît pas compatible avec les règles européennes de libre circulation des personnes et des services.

2. En ce qui concerne le 3°, compte tenu de l'observation formulée au point 1, il y a lieu de prévoir un document équivalent en ce qui concerne les personnes qui auraient leur résidence dans un autre État membre de l'Union européenne.

3. Au 5°, il convient de préciser ce qu'il faut entendre par la justification de la connaissance de la déontologie et des aptitudes personnelles ainsi que la façon dont ces connaissances devront être établies. La vérification des connaissances autres que les connaissances linguistiques sera-t-elle effectuée par le SELOR? L'article 57 en projet, n'apporte pas une réponse claire à ce sujet ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le renvoi à l'article 43^{quinq}ies de la loi du 15 juin 1935, précitée, fait dans l'exposé des motifs, ne suffit pas à lever cette ambiguïté.

Article 56. § 2. en projet

1. Il résulte des explications du fonctionnaire délégué que les termes "avis positif en matière de sécurité" visent en réalité "l'avis de sécurité (positif)" prévu par l'avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité". Il appartient dès lors à l'auteur de l'avant-projet de veiller à ce que le paragraphe 2 en projet, n'entre en vigueur qu'après l'entrée en vigueur de l'avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité". Par ailleurs, afin d'éviter toute ambiguïté, il convient, dans la version française, de remplacer les mots "l'avis positif en matière de sécurité" par les mots "l'avis de sécurité positif".

2. En subordonnant ainsi l'inscription d'un candidat au Registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés à un avis de sécurité positif, tel que prévu par l'avant-projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998, précitée, le texte en projet lie la condition de l'octroi d'un avis de sécurité - et partant la demande d'une vérification de sécurité préalable - à la personne du traducteur, de l'interprète ou du traducteur-interprète alors que l'avant-projet modifiant la loi du 11 décembre 1998, précitée, la lie à l'autorisation d'exercer une profession, une fonction ou une mission, indépendamment de la personne qui sollicite une telle autorisation.

Dès lors que l'auteur de l'avant-projet entend recourir à l'avis de sécurité "tel que prévu par la loi modifiant la loi du 11 décembre 1998", il doit nécessairement aussi s'inscrire dans la philosophie qui préside à cette modification et respecter le principe et les conditions auxquelles l'avis de sécurité - et la vérification de sécurité préalable - peut être demandé non seulement en vue de l'inscription au Registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés, mais également pendant toute la période où les activités de traduction ou d'interprétation prévues par le texte examiné, sont exercées ⁽²⁾.

⁽²⁾ Ainsi, l'article 59*bis*, en projet, n'envisage pas l'hypothèse d'une radiation de l'inscription au Registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes fondés sur une vérification de sécurité effectuée tandis qu'est exercée la fonction.

Sur ces principe et conditions, le Conseil d'État renvoie à l'observation formulée sous l'article 22^{quinq}ies⁽³⁾ dans l'avis 37.748/AG et 37.749/AG⁽⁴⁾.

Le texte de la disposition doit dès lors être fondamentalement revu sur ce point.

Article 57, en projet

À l'alinéa 5, la délégation au Roi est excessive. Il appartient au législateur de déterminer les éléments essentiels permettant au Roi de dispenser certains candidats de tout ou partie des épreuves.

Article 58, en projet

1. Cet article contient une incohérence par rapport à l'article 56, § 1^{er}, en projet, dans la mesure où le texte n'exige pas que celui qui prête serment remplisse toutes les conditions requises par l'article 56, § 1^{er}. En effet, la quatrième condition relative à la déclaration par écrit devant le ministre de la Justice de se tenir à la disposition des autorités judiciaires qui feront appel à ses services n'est pas reprise. Cette omission devra être comblée, car il ne serait pas admissible de permettre à une personne ne remplissant pas toutes les conditions requises de prêter serment.

⁽³⁾ "39. Il en va d'autant plus ainsi que le recours au conditionnel ("pourrait") dans la version française du texte en projet permet de penser, comme l'illustrent également certains passages de l'exposé des motifs, que la décision de l'autorité administrative compétente de faire procéder à une vérification de sécurité et d'exiger, en conséquence, l'obtention d'un avis de sécurité "positif" [c'est-à-dire favorable à l'intéressé] semble devoir être liée, non pas à un certain nombre de faits concernant la personne elle-même, mais bien à la nature même soit de la fonction, de la profession, de la mission, de la nomination, ou de la désignation envisagée, soit des locaux, bâtiments et sites visés, soit encore de la licence ou de l'autorisation sollicitée."

⁽⁴⁾ Avis 37.748/AG et 37.749/AG, donné le 21 octobre 2004 sur un avant-projet de la loi "modifiant la loi du 11 décembre 1998 de sécurité relative à la classification et aux habilitations" et sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité".

Il ne paraît de même pas admissible que puisse prêter serment une personne avant la vérification de sécurité que le ministre de la Justice aurait requise en application de la modification (en projet) de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

2. Tant le texte français que le texte néerlandais portent une erreur dans la formule du serment en allemand. Il convient de remplacer les mots "Ich zwöre" par les mots "Ich schwöre".

3. Conformément à l'observation formulée sous l'article 56, § 1^{er}, 2° en projet, il y a lieu de régler l'hypothèse de candidats qui n'ont pas leur domicile ou leur résidence en Belgique.

Article 59. § 1^{er}. en projet

La gestion du registre par le ministre de la Justice pose la question du contenu de celui-ci. Le texte en projet doit indiquer les données minimales qui doivent y figurer, afin que sa consultation, sur le site Internet du SPF Justice, soit effective.

Article 59. § 2. en projet

1. Il convient de modifier l'alinéa 1^{er} dans la mesure où, lorsque le ministre de la Justice délivre le sceau à ceux qui figurent au Registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés, ceux-ci n'ont plus la qualité de "candidats".

2. La question se pose de savoir s'il faut délivrer un sceau aux interprètes puisque, par définition, ceux-ci effectuent un travail oral.

3. À l'alinéa 3, il convient de viser l'ensemble des fonctions prévues par l'avant-projet.

La même observation vaut pour l'article 59~~ter~~, § 1^{er}, en projet.

Article 59~~bis~~, en projet

1. Il est superflu d'indiquer que la décision du ministre de la Justice doit être motivée. Cette obligation résulte en effet de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2. Il est renvoyé, pour le surplus à l'observation formulée sous l'article 56, § 2, en projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. G. SCHOHY, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.035/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 januari 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoeging van een hoofdstuk VIbis houdende het statuut van de beëdigde vertalers, tolken en vertalers-tolken in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken en tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering", heeft op 2 februari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 2 van het voorontwerp voegt in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken een hoofdstuk *VIbis* in, dat de artikelen 55 tot 59 bevat.

Artikel 76 van de Grondwet bepaalt evenwel :

"Een wetsontwerp kan door een Kamer eerst worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd.

De Kamers hebben het recht de artikelen en de voorgestelde amendementen te wijzigen en te splitsen."

Daaruit volgt dat de indeling van de ontworpen tekst herzien moet worden. Elk van de artikelen 55 tot 59^{ter} moet een onderscheiden artikel worden, teneinde de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat in staat te stellen artikelsgewijs erover te beraadslagen en te stemmen.

Bovendien moet duidelijk blijken dat het nieuwe hoofdstuk *VIbis* de nieuwe artikelen 55 tot 59^{ter} zal bevatten en dat het huidige hoofdstuk VII alleen nog de artikelen 60 tot 66 van de voornoemde wet van 15 juni 1935 zal bevatten.

2. Wat de werkrechtersraad betreft, lijkt dat de artikelen 55 tot 59 van de voornoemde wet van 15 juni 1935 niet uitdrukkelijk zijn opgeheven. In de Franse tekst zijn de woorden "qui sont rétablis dans la rédaction suivante" bijgevolg onjuist. In werkelijkheid vervangen de ontworpen artikelen 55 tot 59 de artikelen 55 tot 59 van de voornoemde wet van 15 juni 1935.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Het voorontwerp regelt geen aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, maar wel in artikel 78.

Artikel 2

Volledigheidshalve moet het opschrift van het ontworpen hoofdstuk *Vibis*, teneinde te verwijzen naar de drie functies waarvan sprake is in de ontworpen tekst, als volgt worden gesteld : "Vertalers, tolken en vertalers-tolken".

Ontworpen artikel 56. § 1

1. De verplichting, in onderdeel 2°, om in België te verblijven lijkt niet bestaanbaar met de Europese regels inzake het vrije verkeer van personen en diensten.

2. Gelet op de opmerking die is gemaakt in punt 1, moet in onderdeel 3° voorzien worden in een soortgelijk document voor de personen die in een andere lidstaat van de Europese Unie verblijven.

3. In onderdeel 5° moet worden gepreciseerd wat verstaan moet worden onder het bewijs van de kennis van de deontologie en van de persoonlijke vaardigheden, alsook op welke manier die kennis moet worden aangetoond. Zal de toetsing van die kennis, andere dan de talenkennis, uitgevoerd worden door SELOR? Het ontworpen artikel 57 geeft geen duidelijk antwoord op die vragen ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Die onduidelijkheid kan niet worden weggewerkt door te verwijzen naar artikel 43*quinquies* van de voornoemde wet van 15 juni 1935, zoals in de memorie van toelichting wordt gedaan.

Ontworpen artikel 56. § 2

1. Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar volgt dat de woorden "positief veiligheidsadvies" in werkelijkheid slaan op het "(positief) veiligheidsadvies" waarvan sprake is in het voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen". De steller van het voorontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat de ontworpen paragraaf 2 pas in werking treedt na de inwerkingtreding van het voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen". Om iedere onduidelijkheid weg te werken dienen voorts in de Franse tekst de woorden "l'avis positif en matière de sécurité" vervangen te worden door de woorden "l'avis de sécurité positif".

2. Doordat de ontworpen tekst de inschrijving van een kandidaat in het Nationaal Register van de Beëdigde Vertalers, Tolken en Vertalers-Tolken aldus afhankelijk stelt van een positief veiligheidsadvies, zoals wordt voorgeschreven bij het voornoemde voorontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998, wordt de voorwaarde van toekenning van een veiligheidsadvies - en bijgevolg ook de aanvraag om een voorafgaande veiligheidsverificatie - verbonden aan de persoon van de vertaler, de tolk of de vertaler-tolk, terwijl het voornoemde voorontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 die voorwaarde verbindt aan de toestemming om een beroep, een functie of een opdracht uit te oefenen, ongeacht de persoon die om een zodanige toestemming verzoekt.

Aangezien de steller van het voorontwerp voornemens is te werken met het veiligheidsadvies "zoals bedoeld in de wet tot wijziging van de wet van 11 december 1998", moet het voorontwerp noodzakelijkerwijs ook passen in de filosofie waarop die wijziging gebaseerd is en moet het voorontwerp het beginsel en de voorwaarden in acht nemen waaronder het veiligheidsadvies - en de voorafgaande veiligheidsverificatie - kan worden aangevraagd, niet alleen met het oog op inschrijving in het Nationaal Register van de Beëdigde Vertalers, Tolken en Vertalers-Tolken, maar tevens gedurende de gehele periode waarin de activiteiten van vertalen of tolken bedoeld in de onderzochte tekst worden uitgeoefend ⁽²⁾.

⁽²⁾ Aldus voorziet het ontworpen artikel 59bis niet in het geval van schrapping uit het Nationaal Register van de Beëdigde Vertalers, Tolken en Vertalers-Tolken als gevolg van een veiligheidsverificatie die is uitgevoerd terwijl de functie wordt uitgeoefend.

Wat dat beginsel en die voorwaarden betreft, verwijst de Raad van State naar de opmerking die in advies 37.748/AV-37.749/AV ⁽³⁾ is gemaakt onder artikel 22*quinquies* ⁽⁴⁾.

Bijgevolg moet de tekst van de bepaling grondig worden herzien op dat punt.

Ontworpen artikel 57

Wat het vijfde lid betreft, is de aan de Koning verleende delegatie te ruim. Het staat aan de wetgever om te bepalen op basis van welke essentiële bestanddelen de Koning sommige kandidaten geheel of gedeeltelijk van de examenonderdelen kan vrijstellen.

Ontworpen artikel 58

1. Dit artikel vertoont een gebrek aan samenhang met het ontworpen artikel 56, § 1, aangezien in de tekst niet wordt geëist dat degene die de eed aflegt voldoet aan alle voorwaarden die in artikel 56, § 1, worden gesteld. Er wordt immers niet verwezen naar de vierde voorwaarde betreffende de schriftelijke verklaring aan de Minister van Justitie, gedaan door de betrokkene, dat deze zich ter beschikking stelt van

⁽³⁾ Advies 37-748/AV-37.749/AV, op 21 oktober 2004 verstrekt over een voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen" en over een voorontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen".

⁽⁴⁾ "39. Dat klemmt des te meer, daar het gebruik van de voorwaardelijke zin ("pourrait") in de Franse versie van het ontwerp doet vermoeden - wat ook blijkt uit sommige passages van de memorie van toelichting - dat de beslissing van de bevoegde administratieve overheid om een veiligheidsverificatie te laten uitvoeren en bijgevolg een positief veiligheidsadvies [en dus gunstig voor de betrokkene] te eisen, geen verband lijkt te houden met een aantal feiten omtrent de betrokkene zelf, maar wel met de aard zelf van hetzij de functie, het beroep, de opdracht, de benoeming of aanstelling in kwestie, hetzij de bedoelde lokalen, gebouwen en terreinen, hetzij de gevraagde vergunning of machtiging."

de gerechtelijke autoriteiten die een beroep zullen doen op zijn diensten. Die leemte moet worden aangevuld, want het zou niet aanvaardbaar zijn dat iemand de eed mag afleggen zonder dat hij aan alle gestelde voorwaarden voldoet.

Zo lijkt het evenmin aanvaardbaar dat iemand de eed mag afleggen vóór de veiligheidsverificatie die de Minister van Justitie zou hebben geëist met toepassing van de (ontworpen) wijziging van de voormelde wet van 11 december 1998.

2. Zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst is er een fout geslopen in het Duitse eedformulier. De woorden "Ich zwöre" moeten worden vervangen door de woorden "Ich schwöre".

3. Overeenkomstig de opmerking onder het ontworpen artikel 56, § 1, 2°, moet worden geregeld wat er geschiedt als kandidaten geen woonplaats of verblijfplaats in België hebben.

Ontworpen artikel 59. § 1

Het beheer van het register door de Minister van Justitie doet de vraag rijzen naar de inhoud ervan. In de ontworpen tekst moet worden vermeld welke gegevens het register op zijn minst moet bevatten voor een doeltreffende inzage ervan op de website van de FOD Justitie.

Ontworpen artikel 59. § 2

1. Het eerste lid moet worden gewijzigd. Wanneer de Minister van Justitie aan degenen die opgenomen zijn in het Nationaal Register van de Beëdigde Vertalers, Tolken en Vertalers-Tolken het zegel geeft, zijn de betrokkenen immers geen "kandidaten" meer.

2. De vraag rijst of tolken een zegel moeten krijgen, aangezien die per definitie mondeling werk leveren.

3. In het derde lid moet worden verwezen naar de functies waarop het voorontwerp betrekking heeft.

Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 59*ter*, § 1.

Ontworpen artikel 59*bis*

1. Het is overbodig te vermelden dat de beslissing van de Minister van Justitie met redenen moet worden omkleed. Die verplichting vloeit immers voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

2. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking onder het ontworpen artikel 56, § 2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. SCHOHY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS